N° 3. BRUXELLES, SEPTEMBRE 1935 LE NUMERO : FR. 0.50

Ce qu'il faut dire

Contre l'espionnage
Contre la Guerre
Contre le Fascisme

Pour le Droit d'Asile

Adresser la correspondance et les envois d'argent à HEM DAY, Boîte Postale 4, Bruxelles 9, Compte chèques Postaux 1674.24

Editorial

Au moment où, de par le monde, nous assistons à une vaste veillée d'armes et où, pour reprendre la pensée de Jean Christophe, le monde a fait choix pour se gouverner des plus médiocres, il nous a paru d'une nécessité impérieuse d'exprimer nos pensées, nos désirs, nos espoirs.

Ce troisième numéro de CE QU'IL FAUT DIRE est une mise au point de notre position, dans le concert des voix discordantes en faveur de la paix contre la guerre et le fascisme.

L'humanité est prête à s'entre-déchirer à nouveau ; partout se dessinent les préludes d'une nouvelle conflagration mondiale.

La guerre, alimentée par les prétextes les plus futiles place ainsi le monde à la merci des hasards quotidiens. La société semble étouffer dans une attente du combat.

Le conflit italo-abyssin est certain ! sans doute va-t-il entraîner avec lui l'intervention de certaines autres puissances qui, à leur tour, par le jeu des alliances, mèneront d'autres pays à une participation guerrière.

Devant cette situation gravement délicate, la tâche du prolétariat est formidable.

*Il faut qu'il se dresse contre la guerre, contre toute **guerre**.*

*Sans doute, on pouvait s'attendre à ce que des mots d'ordre nets et fermes soient lancés par ceux qui, jusqu'ici, se donnèrent le monopole **du révolutionarisme**.*

*Au lieu de cette position virile contre la guerre, nous assistons aux compromissions les plus éhontées des uns et des autres avec la bourgeoisie capitaliste. La Russie de Staline signe **des pactes de non-agression** et des traités **d'amitié**.*

*La confiance béate aux décisions de la S. D. N. **autorise** toutes les suppositions quant à l'intelligence de certains.*

Mais il faut couvrir cette politique jésuitique de reniement et de trahison. Aussi, depuis la signature du pacte militaire franco-russe comme si on devait faire oublier une infamie, dont la trahison de la IIe Internationale, en 1914, n'est qu'une peccadille à côté de la félonie de la IIIe Internationale, on constitue coup sur coup toute une série de comités.

Les vedettes littéraires sont mises à profit pour couvrir l'odieuse hypocrisie que cache ces manœuvres dirigées par Moscou, aidé par ses commis-voyageurs.

Il fallait raffermir une position « idéologique » fortement ébranlée dans l'esprit des révolutionnaires clairvoyants, depuis les déclarations de Monsieur J. Staline, le tzar bolchévique de la Russie d'aujourd'hui.

Le ralliement tardif de toute une kyrielle d'écrivains et de tards venus au mouvement social n'en est que plus dangereux, puisque nombre de bons bougres d'ouvriers se laissent envoûtés par la réclame tapageuse qui est faite par ces nouveaux batteleurs du « barnum » bolchévique.

Mais tandis que se déroulent, à l'ombre des réunions et des comités contre le fascisme et la guerre, les préparatifs d'une mobilisation générale, certains individus louches travaillent : ce sont les espions.

*Nous avons surpris l'un d'eaux, la main dans **le sac**.*

Il fallait dévoiler les tares de cette basse engeance et la triste mentalité qui préside chez ceux qui acceptent semblable métier.

L'espionnage, profession haïssable, comme celle de policier, de gendarme, de magistrat, fait partie du régime autoritaire, qui impose par ses pouvoirs répressifs, sa morale d'Etat.

Il faut abattre ce dernier pour supprimer ces plaies cancéreuses qui rongent nos sociétés.

Le problème du Droit d'Asile ne pouvait manquer de retenir notre attention, puisque la chasse aux proscrits se manifeste avec une virulence nouvelle.

Ici également, nous devons préciser. Le Droit d'Asile, nous le réclamons non seulement comme un droit imprescriptible dans les pays capitalistes, mais nous l'exigeons aussi pour nos amis réfugiés en Russie, eux qui crurent à la bonne foi de ce gouvernement soi-disant socialiste.

Nous ne pouvions non plus, sous prétexte d'unité ou de front populaire, taire nos ressentiments contre les tortionnaires russes qui fusillent, déportent, exilent des milliers de nos camarades.

Nous nous refusons de nous solidariser avec ceux qui, ici, couvrent les agissements de leur « mère-patrie », dite prolétarienne.

Avant tout, pour que l'unité soit possible, il faut qu'à sa base une confiance existe. Celle-ci ne sera qu'à condition qu'une honnêteté révolutionnaire existe.

Car, en effet, lutter contre la guerre, réclamer le boycot des produits alimentaires et autres contre l'Italie, faire pression contre les gouvernements capitalistes, ne rien dire et ne rien faire contre un gouvernement ami, et pire, insulter ceux qui lui reprochent ce silence coupable, c'est jouer double jeu, c'est avoir double figure.

Et nous le disons haut et ferme contre les hypocrites insinuateurs, nous ne sommes point désireux des aventures.

Mais cela ne peut excuser un conformisme qui n'est qu'une trahison.

Dénoncer le fascisme et taire celui qui sévit en Russie, sous de fallacieux prétextes, c'est, sinon être des Janus, être des disciples de Loyola.

Il faut que l'équivoque cesse.

*Se taire aujourd'hui, c'est couvrir les crimes qui se commettent au nom d'une prétendue raison d'**Etat**.*

Se taire, c'est préparer la classe ouvrière à de durs réveils.

Nous nous y refusons.

CE QU'IL FAUT DIRE proclamera notre réprobation au fascisme et à la guerre, et cette réprobation ne s'arrêtera pas aux frontières d'un Etat bolchévique.

CE QU'IL FAUT DIRE réclamera le Droit d'Asile pour toutes les victimes de la réaction, de toutes les réactions.

Contre la guerre, oui ! Contre le fascisme, oui !

Contre toutes les guerres, contre tous les fascismes !

Pour le Droit d'Asile !

Nous voulons la paix et la liberté !

C.Q.F.D.

LE DROIT SACRE

Les droits les plus élémentaires de la personne humaine ne furent presque jamais acquis sans luttes longues et sanglantes. Saura-t-on jamais combien de dizaines de siècles il fallut pour que soient admis, comme règles sociales nécessaires, des droits qui semblent aujourd'hui si naturels.

Faut-il rappeler, exemple relativement proche, les cruelles guerres de religion, les atrocités de l'Inquisition et ses innombrables martyrs. Tout cela, pour que fut reconnue la simple notion de liberté en matière religieuse.

Oui, la plupart des droits durent être conquis de haute lutte et aux prix de lourds sacrifices. Et l'on ne peut que souscrire entièrement à la fière formule :

« Le droit ne se donne pas, il se prend ».

Pourtant, il est de ces conventions sociales qui échappent à cette règle et qui semblent exprimer la morale instinctive que l'on appelle : la conscience humaine. Il est des traits de mœurs collectives tellement généraux et anciens qu'il est justement permis de les ériger en loi.

Parmi ces règles morales et ces lois sociales, une des plus remarquables est précisément la loi d'hospitalité et, plus encore, *le Droit d'Asile*.

Les recherches quant aux origines de ce droit seraient assurément fort curieuses, mais il est à craindre qu'elles seraient assez vaines. Les plus anciennes chroniques et les plus vieilles traditions en font mention. Chose plus frappante encore : la barbarie, voire la sauvagerie, propre à certaines époques et à certains peuples, ne porte guère atteinte à cette admirable coutume.

Le droit d'asile était à ce point formel que, le plus souvent, il n'admettait point distinction quant aux délits reprochés. Dans les lieux reconnus comme inviolables ou par-dessus les frontières, le criminel, quel que fut son crime, échappait à la justice qui le poursuivait.

La violation du droit d'asile était extrêmement rare et apparaissait comme une des plus grandes forfaitures.

Que les temps sont changés depuis lors !

Aujourd'hui, le droit d'asile, s'il n'est officiellement renié est, chaque jour, bafoué et piétiné sans vergogne. Et pourtant, jamais il n'eut autant de raisons d'être respecté. Les uns après les autres, des Etats ont mis de larges parts de leurs citoyens hors la loi. Les pays de dictature, non seulement obligent les protestataires au silence, mais traquent férocement les suspects. Pour ceux-là, rester dans leur pays c'est risquer chaque jour le cachot ou la mort, et loin de trouver asile en terre étrangère ils n'y trouvent au contraire qu'un refus brutal d'hospitalité et de nouvelles persécutions.

Il est ainsi de par le monde des milliers d'hommes qui n'ont commis d'autre crime que de professer des idées de justice et de liberté, de n'avoir pas voulu s'incliner devant les barbaries modernes triomphantes.

Mais il est quelque chose de plus odieux encore que de proclamer la déchéance du droit d'asile; c'est de le reconnaître en paroles et de le violer en fait, comme le pratique, entre autres, le gouvernement belge.

Le moyen est fort simple : il consiste à ne point refuser le séjour, mais à refuser rigoureusement le droit au travail. Comme si un réfugié politique avait d'autres moyens d'existence que le travail ! Ce procédé est d'autant plus bas qu'il exploite le sentiment égoïste des travailleurs nationaux.

Ce serait le devoir impérieux des militants et des partis de dénoncer hautement cette démagogie gouvernementale. Malheureusemnt, il est loin d'en être ainsi, et certains partis prolétariens n'ont pas honte de mettre à leur programme, le boycottage des travailleurs étrangers.

Face à cette réaction et cette lâcheté, nous rappelons le principe de solidarité internationale des travailleurs et la nécessité d'un « front unique » réel dans la défense des persécutés politiques.

Il faut exiger le respect du droit d'asile.

Il faut que l'internationalisme prolétarien ne soit pas une vaine formule.



AU PEUPLE ITALIEN

Contre la guerre d'Abyssinie

Texte d'un manifeste que les anarchistes ont répandu en Italie et à l'étranger

Les « conquêtes impériales » promises par le fascisme ont, en fait, débuté par la cession au Vatican d'un territoire et de différentes possessions jouissant de l'extraterritorialité; ensuite, elles reçurent une consécration internationale avec la renonciation de l'hypothèque italienne sur la Tunisie en échange de « nouveaux sables ». A présent, ces conquêtes semblent finalement proches à une « formidable » réalisation par le projet de main-mise sur l'Ethiopie. Ce pays est, naturellement, arriéré et barbare, mais l'Italie, seule parmi les nations européennes, a conclu avec lui un traité d'amitié (ah ! l'amitié italienne !); l'Ethiopie « arriérée et barbare » que l'on veut conquérir à main armée, a été proposée par l'Italie à l'admission dans la Société des Nations... civilisées, malgré la persistance de la traite des esclaves... dénoncée alors par l'Angleterre, hostile à l'admission. Aujourd'hui l'Italie mussolinienne relance pour son compte l'argumentation anglaise, abandonnée par l'Angleterre, et prétend y puiser la justification morale à son entreprise de brigandage.

Cependant, pour pouvoir s'apprêter avec la tolérance de la France et de l'Angleterre, à une telle conquête — dont les préparatifs militaires remontent d'ailleurs à deux ans avant les incidents de frontière, voulus, sinon inventés, par lesquels on prétend justifier la marche sur Adis-Abeba, l'Italie de Mussolini était obligée de déposer la toge d'avocat de la cause allemande. Elle passa du chantage de l'appui tapageur à l'Allemagne de Hitler, aux amours franco-italiens et à la réexhumation de la barbarie teutone... On ordonna aux « Balilla » de ne plus chanter, à l'école, les couplets obscènes bien connus contre « cette truie de Marianne »; il fallait, maintenant, applaudir avec des « eja, eja » répétés, la « Marseillaise » depuis si longtemps défendue aux oreilles italiennes.

Le dernier revirement de Mussolini, après tant d'autres, n'est pas pour nous étonner. En niant à l'Allemagne naziste son bon droit à toutes ses revendications dont elle s'était faite le défenseur dans un but de chantage, l'Italie reflétait la peur de l'état-major de voir l'Allemagne se présenter au Brenner pour restituer les millions que Mussolini (qui ne se trompe jamais) avait fait verser dans les caisses du parti naziste avant la marche sur Berlin. Mais c'est peut-être surtout dans l'espoir de se garantir une large tolérance de la part de la France — et, par ricochet, de l'Angleterre — à l'égard des entreprises préméditées en Afrique (desquelles le fascisme attend un renouveau de prestige intérieur et qui constituent probablement la seule diversion restée à Mussolini pour essayer de retarder l'heure de la débâcle certaine) que l'« homme phénoménal » a commis une trahison de plus. Car, présenter la très douteuse et, en tous cas, longue et épuisante conquête du haut plateau éthiopien comme une possible solution économique aux maux dont souffrent l'industrie et le commerce italiens, est un effort de réthorique auquel la presse fasciste même — qui est totalement presse de gouvernement et ne peut dire que ce que le gouvernement lui suggère — aime se soustraire autant que possible, en préférant manœuvrer en long et en large les bandes de pilleurs abyssins.

L'âge d'or de la colonisation bénéficiaire est révolu depuis longtemps et les bavardages des plumitifs fascistes ne suffiront jamais pour le ressusciter. Les nations maîtresses des colonies dites d'exploitation, comme les Indes et l'Afrique équatoriale et septentrionale, malgré les énormes capitaux — dont l'Italie, toujours plus appauvrie par le fascisme, ne peut disposer — non seulement ne donnent plus ce qu'on attendait d'elles, mais elles demandent le double de ce qu'elles rendent, tandis que les ferments d'indépendance et d'insubordination obligent les colonisateurs à préparer de sérieuses et coûteuses défenses militaires. Sans compter sur les colonies non de couleur qui, toutes, l'une après l'autre, se sont émancipées de leur tutelle.

L'Italie possédait une forme de « colonisation » vraiment profitable : l'émigration. Et celle-ci pouvait être libérée de tout ce qu'elle avait d'ignoble, d'inhumain, de honteux pour l'Italie même. Les millions d'Italiens qui émigraient, non seulement faisaient affluer leurs économies dans les banques italiennes, mais, y compris ceux qui finissaient par se fixer dans des pays lointains, ils donnaient au commerce italien une base solide et toujours plus développée.

Mais Mussolini, qui ne se trompe jamais, a brisé, en l'enchaînant, ce flux migrateur. L'émigration, sous sa domination, devenait non pas une nécessité économique, mais bien une manifestation de dissentiment politique : c'était, en effet, le *sauve qui peut* des délices du régime fasciste. Le dictateur craignait surtout de voir se constituer au-delà des monts et des mers une imposante Italie antifasciste : les autres aspects du problème de l'émigration échappaient à sa « haute compétence ». Cependant, par compensation, il proposait la colonisation de la Lybie... dont il ne souffle plus mot à présent.

Ensuite, charlatan habile, il se dresse contre l'excédent de population, tout en l'encourageant, par le déclenchement d'une nouvelle bataille — une de plus et toutes marquées par le triomphe — celle de la prolification, destinée à lui permettre de crier à la face du monde « qu'un peuple de plus de quarante millions d'hommes, enserré dans un territoire limité et bien loin d'être riche, n'avait devant lui d'autres possibilités que de s'épanouir ou d'exploser ». Un chantage de plus. L'explosion, avec les frontières limitrophes blindées, ne pouvait que se répercuter à l'intérieur et alors il ne restait plus qu'à se frayer un chemin vers l'Afrique. L'excédent de population serait ainsi « installé » au fond des vallées d'Ethiopie. Et, s'étant mis sur la tête — de la cuirasse il en est toujours revêtu — le casque de Scipion, il a fait partir — oubliant, naturellement, de se mettre à leur tête — les trirèmes et les légions carrés, en comptant surtout sur l'effet d'intimidation. Jusqu'à présent, cependant, cela n'a abouti qu'à refroidir des tolérances sur lesquelles il tablait et, logiquement, c'est une longue guerre qui se prépare, coûteuse, sanglante. L'escalade des hauts plateaux éthiopiens se fera en passant par-dessus des montagnes de cadavres, de chair italienne déchirée, plus que par les balles ennemies, par la traîtrise d'un climat mortel. Et puis ? Puis, les nationalistes des autres pays se frotteront les mains pour avoir poussé la turbulence mussolinienne, faite de chantage et de trahison, dans le cul de sac abyssin et d'avoir toujours plus appauvri l'Italie.

Italiens !

Le fascisme veut vous rendre complices d'une entreprise immorale, qui est un acte de brigandage et qui reste tel même s'il est avéré qu'en Abyssinie l'esclavage garde des foyers. Celui qui a enchaîné tout un pays n'a pas le droit de s'ériger en libérateur. Un esclave abyssin, outre l'obligation au travail n'a pas, comme le sujet italien, celle de jouer au paillasse. L'esclave abyssin n'est pas obligé d'être anticlérical le matin et bigot le soir; aujourd'hui admirateur de Hitler et vulgaire insulteur de la France et demain jouer sur toutes les mandolines l'hymne à la grande sœur la-

QUE CE PAYS OU, PAR UN DEMI SIECLE D'EFFORTS, LES TRAVAILLEURS ONT SU CONQUERIR DES LIBERTES ET DES DROITS, SOIT, PLUS QUE JAMAIS, UNE TERRE D'ASILE.

DISCOURS D'EMILE VANDERVELDE (le 1er mai 1935.)

tine retrouvée; il n'est pas obligé à se coucher préparé pour un débarquement en Dalmatie, après avoir prêté armes, argent et bombes aux auteurs de l'attentat de Marseille, pour se réveiller le matin chaud ami de la Yougoslavie.

Et tout ceci à rotation continue, selon le déroulement des insuccès de la politique d'aventure d'un mégalomane dont la force réside toute entière dans son absence de sens moral.

Personne, en Ethiopie, n'invoque l'intervention des libérateurs italiens et les esclaves abyssins se battront avec leurs maîtres contre les soi-disant libérateurs, car ils n'ignorent point comment les Italiens gouvernent la Lybie, la Somalie, l'Erythrée.

Ne vous laissez pas prendre au prétexte sentimental que la guerre va être déchaînée afin de libérer des dizaines de milliers d'esclaves. On veut, par là, aggraver votre esclavage, vous pousser vers un carnage sans fin et dont le seul but bien défini est celui de rehausser le prestige de Mussolini. On veut détourner votre attention de la totale faillite de la « reconstruction fasciste » tant vantée et dont le dernier acte s'est joué dans la comédie corporative.

Italiens,

Beaucoup d'entre vous sont disposés à accepter la guerre comme une libération, comme une solution désespérée à une situation intolérable. Mais cette solution mène tout droit au tombeau creusé dans les déserts africains et, dans la meilleure hypothèse, cela ne vous rendra que plus pauvres, avilis et soumis que vous ne l'êtes aujourd'hui.

La solution d'une situation que chacun de vous considère comme intolérable, même si vous n'avez pas le courage de le crier, réside dans l'insurrection, dans la révolution pour la liberté, pour vous arracher à l'esclavage. Libérez-vous de la terreur qui vous domine : toute la puissance du fascisme est formée par la conviction que votre résignation le rend invincible. Le fascisme, au contraire, sera démoli en quelques jours si vous recouvrez la dignité de vous-mêmes. Que vingt mille d'entre vous disent : Assez ! et peu après ils seront vingt millions.

Soldats Italiens, rappelés, mobilisés,

Réfléchissez bien au sort qui vous attend avant de partir. Demandez aux centaines d'ouvriers rapatriés chaque semaine, jaunis, squelettiques, brisés, quel est le paradis qui vous attend : demandez-le aux ouvriers et non pas aux soldats, car on les laisse mourir là-bas.

Songez, avant de partir, que vous allez vous battre contre tout un peuple, barbare si vous voulez, mais qui défend son indépendance; il se laissera massacrer plutôt que d'y renoncer; il défendra sa liberté avec toutes les armes et par toutes les férocités. Et, derrière vos épaules, vous aurez la milice fasciste à qui est dévolue la même mission confiée, pendant la grande guerre, aux carabiniers du roi : celle de vous pousser avec ses mousquetons, de fusiller les hésitants, les fatigués, les timides.

Songez que, même au cas où une victoire serait réservée, non pas à votre courage de combattants pour une cause noble (car rien n'est plus ignoble que la mission à laquelle vous êtes destinés), mais à votre désespoir, au désespoir de celui qui recherche le danger parce que la vie lui est devenue impossible, ce n'est pas vous qui serez les vainqueurs, mais bien Mussolini, la dictature fasciste, la hiérarchie des profiteurs; ceux, enfin, qui vous privent de pain, mais non d'humiliation, non de bâillon, non de prison.

Et vous, les travailleurs italiens, les paysans d'Italie, vous, la chair à canon, la masse de manœuvre pour le carnage, ne croyez pas à ce que chuchotent les émissaires fascistes dans les usines et dans les champs : la plus grande partie des frais de la guerre serait payée par les patrons, les capitalistes, les banquiers. Mussolini, d'après eux, aurait déjà étudié les moyens propres à prélever l'argent nécessaire à la guerre et à vos familles où il y en a... Non, cet argent c'est vous qui le fournirez, avec votre sueur, votre peine, votre faim et c'est votre sang seul qui sera versé.

Assez de résignation et d'avilissement.

Il est grand temps et l'heure est opportune pour que vous commenciez l'œuvre sacrée de votre libération. Battre pour battre, mourir pour mourir, battez-vous et mourez pour vous-mêmes.

Pour en finir avec cette bande de déments, de voleurs, d'assassins que la maison de Savoie a appelés pour « sauver l'Italie »;

Pour en finir avec les agrariens, les industriels, les capitalistes qui donnèrent aux criminels du fascisme les premiers sous et les premières armes afin de vous reprendre ce que vous aviez su vous conquérir;

Pour en finir avec une Eglise qui n'est pas un autel, mais le comptoir d'un marchand sordide auquel s'est installé celui qui, de tous temps — en faisant du Christ l'aide du bourreau — a béni les tyrans et pactisé pour la tyrannie.

Ne vous arrêtez pas à vous demander ce que l'on fera après. Pour décider de votre avenir, il vous manque aujourd'hui cette liberté sans laquelle on sert toujours les calculs d'autrui et l'on se vend, *a priori*, à des nouveaux maîtres.

Arrachez d'abord cette liberté, bien décidés à ne plus vous donner de dictateurs ni de maîtres; purifiez l'Italie de toutes les canailles qui en ont fait une terre de conquête pour une horde d'aventuriers.

Après, vous choisirez.

Les Anarchistes.

Si les diplomates qui, à Genève ou dans les différentes capitales, perdent leur temps à des questions de procédure, étaient de bonne foi, ils seraient à plaindre et il faudrait douter de leur intelligence.

Pietro NENNI
« La Révolution Prolétarienne » (25 août 1935).

Que faire contre la guerre d'aujourd'hui

Aucune formule n'exprime mieux la réalité de la guerre que la parole de Jaurès : « Le capitalisme porte la guerre en son sein, comme les nuées portent l'orage ». Mais il arriva que la répétition de cette pensée juste, fit, de cette affreuse vérité, une constatation banale qui ne semblait guère émouvoir les foules.

Aujourd'hui cependant, la guerre cesse de se situer dans la généralité et dans un avenir confus et lointain. A l'heure où paraîtront ces lignes, il est probable qu'elle sera un fait précis. L'Italie fasciste, poussée par la logique monstrueuse qu'elle a créée, lancera sans hésiter des dizaines de milliers de ses jeunes citoyens dans la sanglante aventure.

Le feu sera mis aux poudres. Qui peut dire où la conflagration s'arrêtera ? Il est normal que devant le déchaînement de l'impérialisme italien, les autres ne restent pas indifférents. La vieille Angleterre, entre autres, oppose son veto, et fait savoir que sa flotte est fin prête. Tandis que déjà les impérialismes pauvres : Allemagne, Pologne, etc., laissent entendre qu'ils ont, eux aussi, besoin de colonies !

En des moments pareils, toute l'hypocrisie du droit international officiel éclate brutalement. La phraséologie Briand-Kellog, Société des Nations, pacte de Locarno et le reste, ne réussit plus à cacher davantage le véritable caractère de la morale politique capitaliste. L'Italie déclare froidement qu'elle ne fait autre chose que ce que fit le Japon en Chine, et ce que l'Angleterre fit tant de fois. Pour peu que le débat tourne au vilain, chaque nation intéressée recevra ainsi à la face, le rappel de ses iniquités présentes ou passées.

De cette façon, les débats de Genève et les tractations diplomatiques auront au moins le mérite de mettre en évidence la solidarité dans le crime de tous les Etats et, du même coup, la nécessité de les combattre tous avec la même vigueur.

Car c'est là une conclusion que l'on peut tirer, dès à présent, du prologue de ce drame.

L'impérialisme et le militarisme ne sont pas l'apanage de l'un ou l'autre Etat, mais le caractère fondamental de tous. La grande duperie dont les peuples furent chaque fois victimes fut précisément de se laisser persuader que les forces mauvaises étaient concrétisées par le capitalisme de l'Etat « ennemi ».

Certes, il importe que l'agression italienne ne dresse en une protestation véhémente tous les peuples. Mais prenons garde que ces protestations ne se bornent à l'effet moral et ne soient, en fin de compte, un dérivatif à la lutte réelle et efficace contre la guerre.

Déjà, sous la direction de leurs chefs corrompus, les travailleurs se laissent entraîner dans une voie erronée. Ils en viennent principalement à souhaiter avec enthousiasme, la victoire du Négus ; la victoire du capitalisme féodal d'Ethiopie contre le capitalisme fasciste italien. D'autres espèrent tout du respect du « Covenant » appuyé par les armées et les flottes des autres capitalismes.

Or, il faut le dire bien haut, d'un point de vue révolutionnaire, ce sont là des solutions d'impuissance et de lâcheté !

On ne peut vaincre le capitalisme par d'autres capitalismes. On ne peut vaincre le capitalisme que par la révolution sociale libératrice.

Il faut en finir avec cette méthode trop facile, qui consiste à ne voir l'ennemi que par delà des frontières. L'ennemi des travailleurs est toujours premièrement à l'intérieur de frontières. Ce ne sont pas les travailleurs français qui peuvent mener la lutte contre Hitler, comme ce ne sont pas les travailleurs de Belgique ou d'ailleurs qui peuvent écraser Mussolini. A nos frères d'Allemagne de vaincre le Troisième Reich. Aux ouvriers et paysans d'Italie de faire mordre la poussière aux chemises noires. A nous d'abattre notre ennemi intérieur.

C'est seulement lorsqu'une telle volonté animera les travailleurs du monde que l'Internationale sera une réalité vivante et agissante.

Soyons bien pénétrés de cette idée : que la victoire d'un capitalisme, quelque soit sa forme, maintient et renforce le capitalisme universel. Qu'une victoire révolutionnaire est un pas en avant de tous les travailleurs du monde.

Camarades ! si vous voulez lutter contre la guerre, luttez contre le gouvernement italien. contre tous les gouvernement et d'abord contre le vôtre.

ERNESTAN

La Russie (U.R.S.S.) et la S. D. N.

En novembre 1927 — le 5 novembre, pour être précis — une délégation de 80 membres, venus pour assister aux solennités d'octobre du Xe anniversaire de la Révolution Russe, eut une entrevue avec J. Staline.

L'entretien dura six heures; y participèrent des délégués venus de France, d'Allemagne, d'Autriche, de Tchécoslovaquie, du Danemark et d'Esthonie.

Pour que rien ne soit perdu des paroles du grand chef, on prit soin de sténographier l'entretien. On fit bien, puisqu'aujourd'hui il nous est permis d'y renvoyer nos lecteurs, ou tout au moins de leur donner quelques extraits de la conversation.

L'avant-propos de la brochure qui contient le compte rendu de l'entretien mérite à lui seul des commentaires. Nous laisserons cependant le lecteur tirer les conclusions qui s'imposent à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis la signature du pacte franco-russe.

Voici le morceau :

« Si les chefs de la bureaucratie ouvrière, si les »émissaires de la bourgeoisie dans le mouvement ou» vrier, les Mac Donald, Thomas, Snowden, Ricks, » Renaudel, Vandervelde, Hilferding, Kautsky, » Bauer et d'autres ont pris pour parangon l'Amé» rique où ils apprennent les méthodes de soumis» sion de la classe ouvrière à la bourgeoisie, les » vrais prolétaires malgré leur appartenance au ré» formisme, entraînés par leur instinct de classe » vers la Révolution, vont à Moscou pour apprendre » les méthodes qui leur permettront de se libérer » de la bourgeoisie, de la renverser et d'édifier le » socialisme prolétarien. »

Faut-il insister sur ce beau poème et comment ne pas réaffirmer après ces « imposteurs », ces « imbéciles » ou ces « fous » que « la rupture entre le réformisme et les masses ouvrières devient de plus en plus profonde ».

Sans doute, mais, depuis cet entretien, le réformisme a rudement « évolué » et c'est tant mieux pour les masses ouvrières.

La situation est plus nette, plus précise; le réformisme, qu'il soit de droite ou de gauche, a montré péremptoirement ce qu'on pouvait attendre de lui. Tôt ou tard, la seule doctrine révolutionnaire prolétarienne se réaffirmera et balayera toutes celles qui essayent, à grand renfort de boniments, de leurrer le prolétariat.

L'hypocrite balbutiement est dénoncé; la révolution retrouve ses « fils », les révoltés de toujours, les sans Dieu ni maître.

Or donc, une liste de questions avait été remise à J. Staline par la délégation précitée.

Le chef y a répondu.

A cette question première : « Pourquoi l'U.R.S.S. ne prend-elle pas part à la Société des Nations », Monsieur J. Staline répond :

« Les raisons pour lesquelles l'Union Soviétique » ne prend pas part à la Société des Naitons ont » déjà été exposées à maintes reprises dans notre » presse. Je vais vous donner quelques-unes de ces » raisons.

» L'Union Soviétique n'est pas membre de la » Société des Nations et ne participe pas à la S. » D.N. avant tout parce qu'elle ne peut pas pren» dre la responsabilité de la politique impérialiste » de la S. D. N., des « mandats que la S. D. N. » octroie pour exploiter et asservir les peuples co» loniaux. L'Union Soviétique ne prend pas part à » la S. D. N. parce qu'elle ne veut pas prendre la » responsabilité des préparatifs de guerre, de la » croissance des armements, des nouvelles alliances » militaires, etc., que couvre et sanctionne la S.D. » N. et qui ne peuvent pas ne pas conduire à de » nouvelles guerres impérialistes. L'Union Soviéti» que ne prend pas part à la S. D. N. parce qu'elle » ne veut pas être partie intégrante du paravent des » intrigues impérialistes que constitue la S. D. N. » et que celle-ci cache par les discours onctueux de » ses membres. La S.D.N. est la « maison de ren» dez-vous » pour les impérialistes qui font leurs » affaires dans les coulisses. Ce qu'on *dit* officiel» lement à la Société des Nations n'est qu'un vain » bavardage destiné à tromper les ouvriers. Ce que » les gouvernants impérialistes font inofficiellement » dans les coulisses est la vraie politique impérialis» te, hypocritement cachée par les orateurs grandi» loquents de la Société des Nations. Qu'y a-t-il » donc d'étonnant à ce que l'Union Soviétique ne » veuille pas être membre et complice de cette co» médie contre les peuples. »

Ceci se passait en 1927. Depuis, bien des choses ont changé. Le prolétariat a été vaincu en Autriche et en Allemagne. La réaction a renforcé son prestige; ses positions se sont fortifiées un peu partout.

Le comble, c'est que, à ce moment même, la Russie compose avec les Etats capitalistes.

La Russie fait une entrée triomphale à la Société des Nations; intrigue avec les uns et les autres, fait le jeu des impérialistes et seconde les politiques de certains clans.

Sous prétexte de paix, elle conclut, coup sur coup, des pactes, des accords, des traités qui laissent planer dans l'esprit du prolétariat une confusion dangereuse et lourde de désillusions à venir.

Psychose criminelle puisque, hier encore, elle était combattue par Moscou même qui vilipenda la fourberie du monde capitaliste et dénonça l'hypocrisie des traités et des pactes.

La classe ouvrière, disaient nos bolchevistes, ne devait point compter sur la S.D.N. pour construire la Paix, mais sur elle-même. Cette pensée reste toujours vraie; ceux qui la prônaient ont rudement « évolué », mais voici quelques opinions d'hier :

« La comédie du désarmement que nous a jouée » la Société des Nations a dénoncé suffisamment » les véritables tendances des impérialistes. Tous » les projets présentés ont été repoussés et, là, les » représentants de la France ont joué le rôle prin» cipal. La tâche était délicate : pour enterrer ces » projets, la bourgeoisie française a d'ordinaire em» ployé les socialistes qui la servent, les Paul-Bon» cour et autres leaders du parti socialiste fran» çais. » (1).

Aujourd'hui, on chercherait en vain, à ne pas voir en ces paroles l'expression d'une vérité.

Le 29 août 1928 au VIe Congrès de l'I. C. étaient adoptées toute une série de thèses sur « la lutte contre la guerre impérialiste et les tâches communistes» (2).

Au sujet de la S.D.N. il était dit ceci :

« La S.D.N. qui a été constituée, voilà neuf ans, » comme association d'impérialistes, pour maintenir » la « paix » de Versailles, basée sur un traité de » brigandage, et pour écraser le mouvement révolu» tionnaire dans le monde entier, devient de plus en » plus l'instrument immédiat des préparatifs et de » la conduite de la guerre impérialiste contre l'U. » R.S.S. Toutes les alliances créées sous le protec» torat de la S.D.N., tous les pactes ne servent » qu'à dissimuler et à favoriser les préparatifs de » guerre, particulièrement contre l'Union Soviéti» que. »

Enfin, voici une dernière citation qui mérite d'être méditée.

« A l'heure actuelle, toute propagande pour la » paix sans un appel à l'action révolutionnaire de » masse, ne peut que semer des désillusions, cor» rompre le prolétariat en lui inspirant confiance » dans l'humanité de la bourgeoisie et faire de lui » un jouet entre les mains de la diplomatie secrète » des pays belligérants » (3).

Mais le pacifisme peut « se mesurer » depuis la dernière évolution bolchévique !

Litvinoff, le grand commis-voyageur, avec une souplesse diplomatique extraordinaire conduit la barque étatique avec dextérité.

En Russie, les dirigeants de l'actuel gouvernement apprécient son jeu admirable, si bien que dans un article du journal de Moscou en date du 3 janvier 1935, on lisait cette paraphrase de Litvinoff :

« L'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Na» tion fut aussi l'une des manifestations de la col» laboration heureuse de l'U.R.S.S. et de la France, » avec la participation active de la Tchécoslova» quie .

Et pour mieux situer encore l'ambiance, reprenons, du discours de M. Litvinoff, ces quelques phrases : « Nous nous trouvons maintenant de» vant une tâche qui consiste à prévenir la guerre » par les moyens les plus « efficaces ». En révolutionnaire, cela sous-entend la révolution; pour la diplomatie soviétique, cela veut dire que « des garanties de sécurité plus solides que des déclarations sont nécessaires ».

Ce langage ne diffère en rien de celui de tous nos pacifistes officiels, gouvernementaux et patriotes.

Qu'après dix-sept ans d'existence, ceux qui se donnent l'orgueilleuse prétention de poursuivre la révolution d'Octobre en arrivent à un tel imbroglio et cherchent dans la S.D.N. des appuis pour affermir l'état de choses existant, cela ne peut être que les résultats dûs à la dégénérescence dans les esprits, des principes de la révolution prolétarienne internationale.

Ces rapprochements couvrent, sous des formules d'un pacifisme bêlant, l'affaiblissement, si on peut dire, de la politique internationale de la Russie.

Vis-à-vis du parti communiste, cela semble une gageure et une fourberie à l'adresse de tous ceux qui firent Octobre 1917.

La IIIe Internationale ne sortira certes pas grandie de cette impasse, mais alors il reste aux membres de celle-ci le soin de se situer, de prendre ce que nous appellerons leurs responsabilités devant la classe ouvrière et devant l'histoire.

Et, comme répondait Staline à un délégué qui le remerciait au nom de ses amis des réponses et des explications données par le président de la IIIe Internationale :

« J'estime que mon devoir est de répondre à vos » questions et de vous rendre des comptes. Nous, » militants soviétiques, nous nous jugeons obligés » de rendre des comptes de notre action à nos frè» res de classe sur tous les points qu'ils désirent » éclairer. Notre Etat est l'enfant du prolétariat » mondial. Nos hommes d'Etat ne font que leur de» voir envers le prolétariat mondial lorsqu'ils ren» dent des comptes à ses représentants ».

Ne pensez-vous pas, amis lecteurs, que la parole est à J. Staline ?

HEM DAY

---

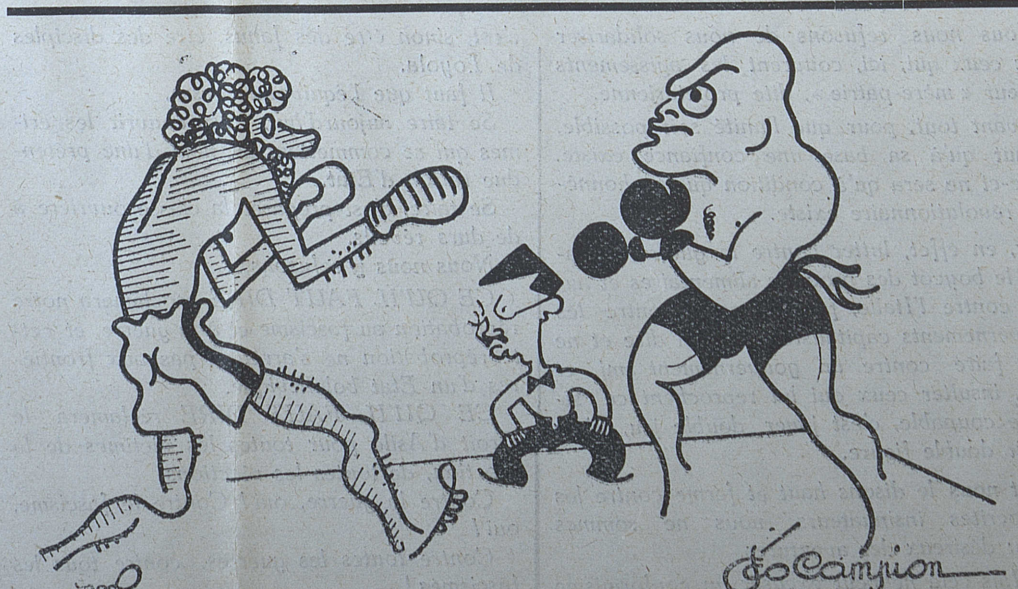
(1) Jean Leclerc. — Comment la France prépare la Guerre contre l'Union Soviétique page 22). Edité par le parti communiste français.

(2) (P. 24) : l'Attitude du prolétariat devant la guerre — Paris, Bureau d'Editions, 1932.

(3) (P. 12 : Le pacifisme et le mot d'ordre de la Paix. — L'Attitude du prolétariat devant la guerre.

« Nous sommes, donc, en présence d'une Italie nationaliste, conservatrice, cléricale, qui prétend faire de l'épée sa loi et de l'armée l'école de la nation. Nous avions prévu cette perversion morale et pour cela nous ne sommes pas étonnés. Mais ceux qui pensent que cette prépondérance du militarisme est un signe de force se trompent. Les peuples forts n'ont pas besoin de se livrer à ce stupide carnaval auquel se livre avec une joie folle la presse italienne. Les peuples forts savent se contrôler. L'Italie nationaliste et militariste montre qu'elle ne se contrôle pas. Il arrive ainsi qu'une petite guerre de conquête est célébrée comme un triomphe romain. »

Et tout cela, qui fut écrit en 1912 — son auteur n'était déjà plus un « bambino » — est signé : **Benito MUSSOLINI**



M. Hiro-Hito, Prix Nobel, arbitrera le grand match de la saison
(Dessin de Léo Campion)

Belgique, terre d'exil

Sous ce titre, le député socialiste Louis Piérard a écrit, en collaboration avec M. A. Pierson, un livre où sont évoqués entre autres procrits politiques : Karl Marx, Victor Hugo, Louis Blanc, Proudhon, Considérant, Edgard Quinet, Verlaine, Ledru-Rollin, Henri Rochefort, Blanqui, Raspail, le général Lamoricière, etc.

Dans leur introduction, MM. Piérard et Pierson s'attachent à justifier le titre qu'ils m'excuseront d'avoir repris ici.

Ils rappellent que « depuis des temps très reculés, les provinces qui constituent la Belgique actuelle, et, depuis 1830, la Belgique indépendante, furent le lieu de refuge par excellence de nombreux étrangers forcés de quitter leur patrie ».

Sa situation géographique, sa neutralité (jusque 1914), son exiguité territoriale (avant l'annexion d'Eupen-Malmédy), sa politique débonnaire ont contribué à ce que « notre pays ait la réputation d'une terre d'exil accueillante ».

« Une tradition s'est en quelque sorte établie », écrivent MM. Piérard et Pierson.

Il est juste d'ajouter que leur livre date de 1932. Depuis, hélas ! la dite tradition fout le camp, avec la vélocité d'un pet glissant sur une toile cirée...

Et la terre d'exil qui fut accueillante, il y a longtemps, aussi bien à Jules Vallès qu'au général Boulanger, et, récemment, à Albert Einstein ou au colonel Macia, comme à Léon Daudet, n'accueille plus que de malheureux réfugiés comme l'archiduc Otto de Habsbourg, le prince Napoléon ou le comte de Paris, mais refuse d'abriter un pestiféré comme Léon Trotsky.

Georges Pioch, Henri Guilbeaux, André Lorulot y sont indésirables. Et Sébastien Faure est expulsé de Belgique, quoique n'y ayant jamais mis les pieds !...

Le droit d'asile en Belgique comporte des nuances...

Il faut être équitable et reconnaître que les réactionnaires catholiques et libéraux qui se sont succédés à la Justice ont leur part de responsabilités dans les atteintes au Droit d'Asile.

Mais, s'il faut continuer à être équitable, il faut reconnaître aussi que ces atteintes se sont bougrement accentuées depuis que nous avons l'originalité de posséder un ministre socialiste de la Justice (en attendant que ce soit lui qui nous possède).

Et comment parler de Droit d'Asile sans parler de M. Soudan, le garde des Sceaux en question ?

M. Soudan est avocat, il défendit de Rosa devant la Cour d'Assises du Brabant (en 1930), c'est un juriste éminent, il est ancien bâtonnier, député, bourgmestre de Renaix, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, antifasciste et franc-maçon. Bref, tout ce qu'il faut pour faire ce que l'on dénomme communément un démocrate.

Aussi, dans notre candeur naïve, nous avions pensé, lors de l'enterrement du Plan du Travail (lisez constitution du ministère Van Zeeland) : « Soudan à la Justice, c'est une bonne affaire ! Il ne pourra pas faire moins que ses prédécesseurs libéraux, tel, par exemple, M. Fernand Cocq — également démocrate et franc-maçon — à qui il arriva de prendre (toutes proportions gardées) des mesures de clémence intelligentes et humaines ».

Ce raisonnement était d'autant plus vraisemblable que, pris individuellement, M. Soudan est un homme charmant.

Nous avions omis une vérité élémentaire en politique : c'est que l'homme charmant était devenu ministre. Et que s'il est normal que des ministres de droite ou du centre soient tenus de donner des gages à la gauche, il est normal qu'en réciprocité, un ministre de gauche donne des gages à la droite. Dont les réfugiés politiques de gauche paient les frais.

M. Soudan a brillamment débuté par l'expulsion de René Gérin, ancien officier, ancien Chevalier de la Légion d'Honneur, ancien combattant. (Ce qui, pour nous, ne constitue pas des références, mais ne peut que flatter un ministre socialiste, alors que René Gérin parlait dans nos Maisons du Peuple si accueillantes d'autre part aux conférenciers de l'aviation militaire).

Alors vous vous rendez compte par cette première mesure, visant une « vedette » de la façon dont sont traités les camarades espagnols, italiens, allemands, français ou autres, traqués, expulsés, refoulés partout, et qui se sont fiés à l'hospitalité proverbiale de la Belgique.

Vous m'objecterez peut-être qu'un commissaire du peuple (pardon ! un ministre socialiste), c'est très occupé.

Que M. Soudan se fie peut-être trop aux fonctionnaires de son département. Qu'il est distrait, cet homme. Ou surchargé de besogne.

Point. Notre ministre de l'Injustice a déclaré à la Chambre qu'en matière d'expulsion, il ne signe jamais une pièce sans avoir pris connaissance du dossier.

Alors vous voyez qu'il n'a pas d'excuse. Que c'est un de ces bourgeois honteux qui s'intitulent socialistes. Et que, grâce à lui, « Belgique, terre d'exil », pour les révolutionnaires étrangers, ça n'existe plus que sur le papier (ou en prison).

Pendant que le comte de Paris, autre réfugié politique, rédige, en toute quiétude, des adresses aux français...

Léo CAMPION

Aidez le C. I. D. A. dans ses campagnes d'agitation contre la répression internationale.

Aidez le C. I. D. A. à venir en aide aux victimes de la réaction mondiale.

Espionnage + Fascisme = GUERRE

Le scandale de Bruxelles

L'atmosphère mystérieuse qui enveloppe toute affaire d'espionnage, lorsque quelques « imprudences » ou le simple hasard en dévoile l'existence à l'opinion publique, permet difficilement de faire la lumière complète sur les éléments de son organisation, les buts poursuivis, les moyens employés. Comme pour la diplomatie secrète, qui dit espionnage, dit Etat, et ce n'est vraiment que par une révolution — comme ce fut le cas en Russie en 1917 — que l'on pourrait mettre la main sur tous les rouages de la machine exécutive de l'Etat.

Nous ne prétendons nullement à l'originalité quand nous affirmons que chaque Etat: constitutionnel, absolutiste ou dictatorial, possède des organisations d'espionnage politique et militaire, avec fonctions particulières à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Ainsi, sur le terrain spécifiquement politique, l'Allemagne a institué la **Gestapo** (qui travaille en étroite collaboration avec les organes militaires dépendant de la «Reichswehr»); l'U. R. S. S. possède le **G. P. U.**, qu'on pourrait appeler l'organisation modèle en la matière; enfin, l'Italie, a récemment créé l'**O. V. R. A.** Toutes ces institutions développent leur activité à l'intérieur et à l'étranger; elles ont des agents dans tous les pays et dans tous les milieux et elles revêtent un caractère officiel. Leurs organisations sont naturellement secrètes, surtout en ce qui concerne l'étranger.

Sur le terrain militaire, les institutions les plus connues, outre les services de la «Reichswehr» allemande, sont l'**Intelligence Service** anglais et le **IIe Bureau** français.

***

Nous laissons volontiers à d'autres le soin de pénétrer les mystères de l'espionnage. Il existe, en cette ténébreuse matière, une littérature à proportions inouïes faite de légendes, de documentations, de récits plus ou moins vécus, etc., et il n'est pas jusqu'au théâtre et au cinéma qui se chargent de nous passionner pour ses héros.

L'espionnage est une plaie sociale inhérente à la structure même de la société autoritaire et ne pourra disparaître qu'avec ses organes répressifs: le militarisme et la police. Cependant, nous aurions tort de ne pas dénoncer, chaque fois que l'occasion nous en est donnée, la profonde immoralité qui est à la base de telle institution, les dangers auxquels la paix des peuples et la liberté des individus sont exposées.

L'espion est presque généralement un individu taré, vénal, traître. Il sait que l'on se servira de lui jusqu'au jour où il sera «brûlé», pour être ensuite abandonné à son sort misérable: c'est pour cela qu'il sert plusieurs maîtres à la fois. Il est en même temps espion et contre-espion pour en tirer un plus grand bénéfice et pour s'assurer une vie plus longue. Il y a peut-être eu des cas d'espionnage patriotique pendant les guerres nationales, des « idéalistes » qui agissaient par pur dévouement. On peut l'admettre, car le risque y était trop en disproportion avec un gain matériel possible, qui ne pouvait compenser la perte quasi certaine de la vie. En temps de paix, cela est inadmissible. En général, excepté l'Allemagne et l'Italie, la législation contre l'espionnage prévoit des peines assez faibles et, somme toute, pour une certaine catégorie d'hommes, la « profession » peut constituer une excellente affaire.

Nous avons cueilli un de ces nobles « ouvriers » les mains dans le sac, et rien ne pourrait mieux caractériser le système, que les faits que nous allons exposer.

L'émissaire du Ministère de la propagande et de la Presse de Rome.

Au mois de décembre 1934 débarquait à Bruxelles un individu qui se disait antifasciste et persécuté en Italie en raison de ses conceptions politiques. Il parvint à établir des contacts assez confiants, au début, avec les camarades de l'endroit. Son histoire présentait un enchaînement assez logique de circonstances: pourquoi ne l'aurait-on pas accueilli fraternellement, comme il est d'usage parmi des hommes qui souffrent pour la même cause et qu'un même espoir de libération unit ?

Sicilien, son exubérance naturelle était bien faite pour donner une apparence de sincérité à ses propos. Cependant, en l'observant de plus près certaines contradictions commencèrent par donner l'éveil à de la méfiance, d'abord, à des soupçons assez consistants ensuite. La facilité extraordinaire — pour qui connaît les difficultés que rencontrent les véritables réfugiés politiques en cette matière — avec laquelle il obtint de la police belge des papiers réguliers frappa surtout les amis. Puis, son insouciance à se chercher quelque travail, qui est pourtant la première préoccupation de tout ouvrier n'ayant, pour toute richesse, que ses bras. Il est vrai que l'individu s'efforçait de faire croire à des qualités pseudo-intellectuelles qui le désignaient pour des besognes... choisies, mais l'on songeait néanmoins au poète et avocat éminent qu'était Pietro Gori, en Amérique, travaillant comme manœuvre de bâtiment...

Au sujet de la guerre d'Ethiopie, c'est un spectacle écœurant que nous auront donné notre grande presse et nos politiciens. Ils auront encouragé les assassins et justifié d'avance le meurtre de millions d'hommes. En cette occasion, la faillite de notre civilisation est apparue avec éclat.

L. BARBEDETTE
« Le Combat Syndicaliste » (6 septembre 1935).

La Révélation.

Un coup de théâtre allait soudain se produire. Une lettre que l'espion écrivait à son père à New-York lors de son arrivée à Bruxelles, tomba aux mains des amis d'Amérique. Ceux-ci en transcrivirent copie, pour... compétence, à Bruxelles.

C'est un document mêlé de cynisme et de misère morale. La voici dans ses parties essentielles:

« Bruxelles, 13-12-1934.

» Mon cher papa,

» Et me voici! Moi aussi émigrant à la recherche de fortune, d'avenir et d'aventure.

» Tout est prédestiné en ce monde et, alors qu'il semble que le monde puisse t'écraser, soudain surgit quelque chose qui dit à l'homme: tu as assez souffert. Ton heure est arrivée!

... ...

» Je suis ici comme membre du plus haut organisme de l'Etat italien et j'ai une mission particulière pour l'étranger.

» Je ne puis t'en dire davantage aujourd'hui; peut-être nous rencontrerons-nous un jour lointain et pourrais-je alors te raconter tout et satisfaire entièrement ta curiosité.

» Pour l'instant, je dois jouer la comédie: je suis un émigré, un des nombreux maniaques... Je suis certain que tu ne me refuseras pas ton aide et que tu feras ce dont je te prie:

» 1° Tu ne diras jamais à personne ma véritable raison d'être;

» 2° Tu iras chez O... M... ou chez C... T..., ou bien chez l'un de mes vieux amis et tu leur diras que je suis parvenu à m'expatrier et que, ayant perdu le contact avec Paolo Schicchi **(condamné à sept ans de prison en Italie pour tentative insurrectionnelle)**, car celui-ci est en prison, je te prie de me fournir le nécessaire pour me mettre en rapport avec les camarades de Bruxelles et de Paris.

... ...

» Je te prie de t'en tenir scrupuleusement à mes prescriptions; sois très réservé, car tu pourrais me compromettre, et beaucoup même. Ne m'écris rien de ce que je t'ai dit.

... ...

» Ne te préoccupes pas pour moi: ce que je fais est à seule fin de bien...

» Ton fils, LILLO.

» Ne demande pas de mes nouvelles en Italie. Adresse: place du Grand Sablon, 7, Bruxelles. »

***

Le plus « haut organisme de l'Etat italien » était le Ministère de la Propagande de presse, dirigé jusqu'il y a encore quelque temps par le propre gendre de Mussolini, le comte Ciano. Celui-ci est parti en Abyssinie pour y soigner le moral des troupes et y rédiger les futurs bulletins de victoire en pur style fasciste, afin de proclamer au monde entier le vouloir d' « assurer, au nom de Mussolini, l'avenir et la puissance de l'Italie à tout prix, contre n'importe qui... »

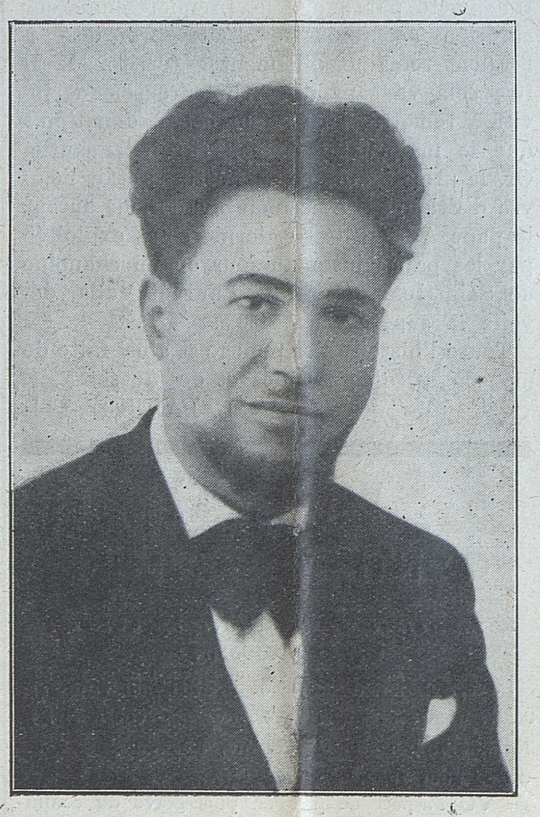
***

En possession de ce document précis, dont l'authenticité était indiscutable (l'espion l'a, par la suite, reconnu comme sien et signé), il ne fallait pas se limiter à la classique « leçon ». Cela aurait pu satisfaire de légitimes désirs de justice individuelle, mais, dans ce cas, l'affaire n'aurait pas dépassé le cadre d'un intérêt personnel. Le mouchard connu aurait été remplacé par un nouvel inconnu. La personne en cause nous intéressait donc médiocrement: c'était l'organisation qu'il fallait atteindre.

L'Enquête.

L'espion — **Pullara Calogero**, né à Favara (Girgenti), habitant avec sa femme et un bébé à Ixelles — possédait une boîte postale à la Poste centrale, où il recevait sa correspondance personnelle et celle que lui envoyait un certain **Giacomo Rossi**, boîte postale 1209, Rome. Mais cela n'était qu'une feinte, pour donner le change à une éventuelle surveillance. Les instructions lui étaient passées directement sur place par son chef hiérarchique, le **cav. Galletto**, parti en même temps que lui de Rome et qui avait pour tâche de centraliser les renseignements. Ce Galletto, soi-disant docteur et soi-disant attaché militaire auprès de l'Ambassade italienne de Bruxelles, qui était vu souvent à la «Maison des Italiens» de la rue de Livourne, exhibait en toute circonstance des recommandations décisives. Ce fut lui qui, présentant Pullara à la police belge, lui fit obtenir immédiatement les papiers d'identité (il ne s'agissait pas, naturellement, d'un ouvrier réfugié politique). Galletto avait son quartier général dans un restaurant italien de la rue de la Régence, aux environs de la place du Sablon (où il avait pris domicile avec une femme, également italienne — c'est un véritable repaire d'espions fascistes — et c'est là que Pullara remettait à son « patron » ses repports et y recevait ses mensualités.

Un troisième personnage était également dans le jeu et fréquentait assidûment l'entourage de Galletto. Ancien fonctionnaire de police belge, docteur en droit, pensionné de l'Etat après de nombreuses années de service passées au Congo, il était vraisemblablement chargé d' « installer » les agents d'espionnage dans les postes d'observation et de régulariser leur situation vis-à-vis de l'autorité belge. En effet, nous le retrouvons essayant de placer Pullara comme manœuvre dans une fabrique d'armes aux environs de Liége. Il lui trouva un logement sûr qui lui permettait de ne pas déclarer son domicile à la population d'Ixelles. Il se présenta avec Pullara au Palais du Midi (bureau central des cartes d'identité) pour appuyer de son autorité le renouvellement des papiers du même Pullara.



PULLARA CALOGERO
espion au service de l'O.V.R.A. Italienne.

Ce personnage est resté, malgré tout, assez mystérieux. Son rôle doit être, pourtant, de premier plan: d'après nos renseignements, c'est l'exécutant belge de l'espionnage politique et militaire italien pratiqué... en Belgique. Il est probablement d'origine italienne et naturalisé belge, car son nom prend des finales italiennes.

Le Dénouement.

A ce moment, les éléments recueillis étaient suffisamment probants pour permettre à l'enquête d'aboutir rapidement. Le fardeau des preuves était si écrasant que tout effort de l'espion en vue de se soustraire à des aveux complets aurait été vain.

Mais il fallait décider Pullara à accepter une entrevue sans éveiller ses souspçons et, en même temps, sans user de violences.

L'agent fasciste donnait déjà des signes manifestes de méfiance et évitait soigneusement les occasions qui auraient pu le mettre seul, en présence de ses « juges ».

Après plusieurs tentatives, on eut enfin recours à un expédient. Mettant à profit l'intérêt excessif qu'il avait toujours marqué pour les affaires d'Abyssinie, on lui fit dire qu'un camarade récemment arrivé d'Italie, désirait exposer, dans une réunion intime, un plan d'action contre la guerre que l'Italie préparait en Afrique.

Il n'en fallait pas plus pour engager l'espion à faire taire ses craintes. Il insista vivement pour qu'il fût admis, lui aussi, dans les confidences de l'émissaire supposé. Il insista tellement et sa requête fut si pressante que l'on finit par l'accepter...

***

Le spectacle fut par moment dramatique. Cet homme qui, après de longues dénégations, retrouvait encore une lueur d'honnêteté en avouant la besogne infâme qu'il accomplissait, était, pour des hommes non dégradés par l'habitude policière, profondément poignant. Nous avions devant nous une véritable loque humaine, pitoyable épave qu'une société corrompue et en dérive condamnait à la déchéance. On voyait bien que ce misérable aurait préféré l'exécution d'une justice sommaire au rappel de sa trahison envers ses frères, à l'aveu de sa prostitution à un régime de sang et de tyrannie inouïe.

Blême, anéanti par la conscience de sa lâcheté suprême, il implorait qu'on lui permît de se racheter (du moins, le croyait-il) par une confession complète. Il réitérait qu'il n'avait jamais essayé de faire aucun tort à ses anciens camarades et que son activité était uniquement de nature militaire. Il avait voulu fréquenter quelques antifascistes dans le seul but d'entretenir des convictions qui existaient encore au fond de son être...

Il confirma toutes les informations que nous possédions. Il nous raconta toutes les persécutions subies en Italie: la prison, la faim, les menaces, la surveillance policière de toutes les heures... Enfin, la débâcle. Au sortir de prison, en 1934, après un détention de plusieurs mois pour délit d'antifascisme, l'offre d'entrer au service d'espionnage. Il accepta.

Voici comment s'exprime sa première déclaration qu'il écrivit et signa pour nous:

« Je fus mis en rapport, à Rome, avec le capitaine **D'Amario**, d'Agrigente (Sicile), attaché au Ministère de la Propagande et presse. En septembre 1934, je fus envoyé en mission aux fortifications de Briançon (Savoie). Arrêté, je fus ramené à la frontière italienne.

» Départ pour Bruxelles pour tout ce qui peut concerner l'opinion publique étrangère à l'égard de l'expédition d'Ethiopie.

... ...

» Le docteur **Galletto** me donna 700 ou 750 lires par mois et, quelquefois, 800 lires, selon les besoins.

» Ce soir même je suis venu ici en vue d'apprendre des nouvelles sur la question d'Ethiopie.

» Bruxelles, le 8 août 1935.

» **Pullara Calogero.** »

Mis sur la voie des aveux, l'espion allait préciser encore mieux son activité dans un deuxième document, également signé et écrit de sa main, spontanément:

« Le capitaine **D'Amario**, d'Agrigente, donc mon concitoyen, me présenta, en octobre 1934, au Bureau de propagande et presse à Rome, au siège du même Ministère. Parti quelques jours après pour Briançon (Savoie), je fus arrêté aux environs de cette ville, zone de fortifications, et remis aux autorités italiennes.

» En décembre 1934, avec les mêmes missions, je fus chargé de me rendre à Bruxelles où j'aurais dû m'occuper de l'opinion publique belge à l'égard de ce que l'Italie préparait en Ethiopie. A cet effet, j'ai fait collection de journaux et pris note de voix privées, toujours parmi cette population, sur la question du jour. J'ai pris des photos des centres militaires du boulevard Général Jacques. J'avais été engagé pour aller travailler comme manœuvre à la fabrique d'armes **Liebel** et de cela s'était intéressé un ami belge (**ex-fonctionnaire de la police belge**), du docteur **Galletto** (**fonctionnaire de l'Ambassade d'Italie à Bruxelles**) et ce en raison que mon activité, n'étant pas profitable, ne pouvait m'être rémunérée.

» Ces jours-ci je devais me rendre à Anvers pour me renseigner, dans les milieux du port, sur des envois éventuels d'armes en Abyssinie.

» Pour cette besogne, jusqu'au mois dernier, j'ai touché des appointements variant de 700, 750 à 800 lires, toujours par l'intermédiaire du docteur Galletto.

» Ma mission était purement militaire.

» Bruxelles, le 8 août 1935.

» **Pullara Calogero.** »

Malgré la répugnance naturelle pour cette besogne policière, une fouille rapide dans ses papiers s'imposait. Quelques trouvailles assez intéressantes furent faites:

Une feuille de block-notes italien, portant cette adresse (non écrite de la main de Pullara): **Cav. Bottacci, 34, avenue Legrand.** C'est l'adresse de l'Ambassade italienne à Bruxelles, et Bottacci résulte être un haut fonctionnaire de la même ambassade. C'est probablement le grand «patron» de Pullara.

Trois reçus postaux d'**envois assurés** à destination de **Rome**, du bureau de poste d'Ixelles-Elsene: le premier, en date du 4 juillet 1935, assuré pour 1,000 francs; le deuxième du 10 juillet 1935, assuré pour 250 francs; le troisième, du 5 août 1935, assuré pour 1,000 francs. Interrogé, Pullara expliqua qu'il s'agissait de l'envoi de différentes photos de famille...

Des Conclusions qui s'imposent.

De l'examen attentif des éléments essentiels de ce nouveau scandale de l'espionnage fasciste à l'étranger (venant s'ajouter, pour ne parler que de la Belgique, à ceux de Rizzo, Cestari et Menapace) les constatations suivantes sont à épingler:

1) L'opinion publique a tort de se désintéresser des manœuvres des agents fascistes à l'étranger. Ces misérables, que couvrent plus ou moins des fonctions officielles, sont TOUS en même temps des provocateurs politiques, chargés de surveiller et de nuire aux réfugiés politiques, et, des ESPIONS MILITAIRES. Ils s'attaquent à la DEFENSE NATIONALE des pays qui leur donnent hospitalité et par là, préparent les armes qui serviront plus tard à jouer dans les conflits futurs. Le fascisme italien (comme l'allemand) rêve de la conquête d'un empire colonial, dont seraient destinées à faire les frais, les nations les plus faibles. Mussolini, en envoyant ses agents en Belgique pour étudier les réactions de l'opinion publique en rapport avec la guerre qu'il prépare en Abyssinie peut, en même temps que surveiller et caboter des éventuels envois d'armes en Afrique, jeter les premiers jalons d'une conquête successive du Congo belge (comme il songe également à l'Egypte) pour devenir le maître absolu de la Mer Rouge. Que l'on y songe lorsqu'on se trouve en présence de l'espionnage fasciste.

2) Le DROIT D'EXIL est impitoyablement refusé à des dizaines de réfugiés ANTI-FASCISTES, chassés de leurs pays par la terreur gouvernementale et qui, ouvriers pour la plupart, ne demandent qu'à pouvoir vivre de leurs bras, honnêtement.

Nous possédons les nombreux dossiers de ces hommes et nous les ferons connaître. La police belge les persécute honteusement, les réduit au désespoir. Le ministre de la Justice, le socialiste Soudan (qui n'a plus le dossier de De Rosa dans son maroquin ministériel) les appelle publiquement des « bandits » et prend contre ces malheureux, qui veulent rester des hommes, des mesures odieuses.

Mais un ESPION FASCISTE, dont la police toujours si bien renseignée sur la prétendue activité des antifascistes, ne pouvait ignorer l'activité et les ressources peut, en un tour de main, obtenir des permis de séjour par deux fois: la première (six mois) sur l'intervention d'un autre espion, le docteur GALLETTO; la deuxième (encore six mois) recommandé par un ancien commissaire de police belge au service de l'Ambassade italienne;

3) Il faut exiger qu'on fasse la lumière sur les complicités BELGES dans cette affaire d'espionnage fasciste. Il faut qu'on donne la raison de ces complaisances inouïes de la police envers les louches personnages qui hantent la « Maison des Italiens » de la rue de Livourne, la C. I. T. du boulevard A. Max, le bouge de la rue de la Régence, le consulat italien, etc. Il faut démasquer cet ancien fonctionnaire de police belge, ami et serviteur de Galletto et Pullara, à qui incombait la mission d'introducteur d'espions auprès des fabriques d'armes et des institutions de l'Etat.

***

L'espionnage n'est pas matière à doctrine. Il ne nous intéresse que lorsqu'on peut mettre à nu son hideux visage. Militaire, il couvre d'infâmie le militarisme; politique, il déshonore l'Autorité. Il prépare la guerre, il poignarde dans le dos l'individu, sert les desseins les plus ténébreux. Il tue la liberté des peuples pour que ceux-ci soient livrés pieds et mains liés aux tyrans.

Le fascisme a fait de l'espionnage la pierre angulaire de son régime sanglant. Il lui a donné des proportions gigantesques et des attributions illimitées, à l'intérieur comme à l'extérieur. Sans l'espionnage, le fascisme aurait la vie impossible. Il faut que l'un et l'autre disparaissent pour que les hommes puissent vivre avec dignité.

Ce journal est l'émanation du C.I.D.A. qui en prend l'entière responsabilité morale.

Il est payé par souscriptions volontaires. — Aidez-nous à en couvrir les frais.

Défi à M. Soudan

« Certains de mes amis s'acharnent à défendre de véritables bandits étrangers dont ils ne connaissent pas les redoutables antécédents. Ces gens-là, moi je les refoule, je les expulse impitoyablement. »

Ces paroles furent prononcées par le Ministre socialiste de la Justice, *Eug. Soudan*, à la Chambre des Députés en mai 1935.

A qui Soudan voulait-il faire allusion ?

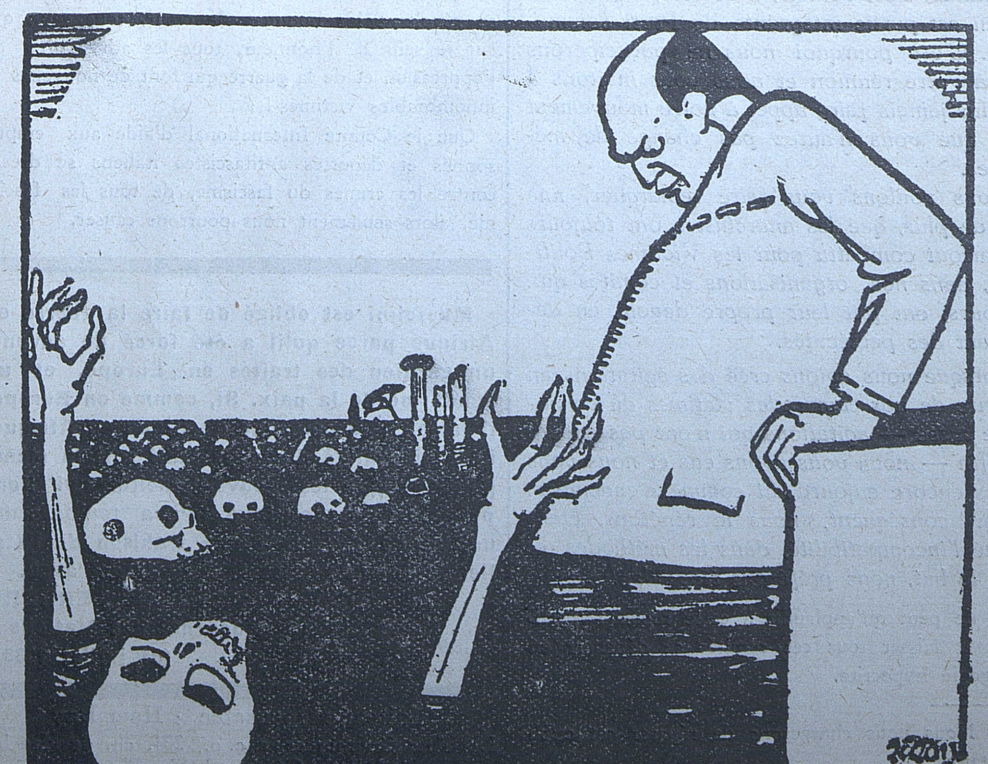
Nous le défions de citer des noms.

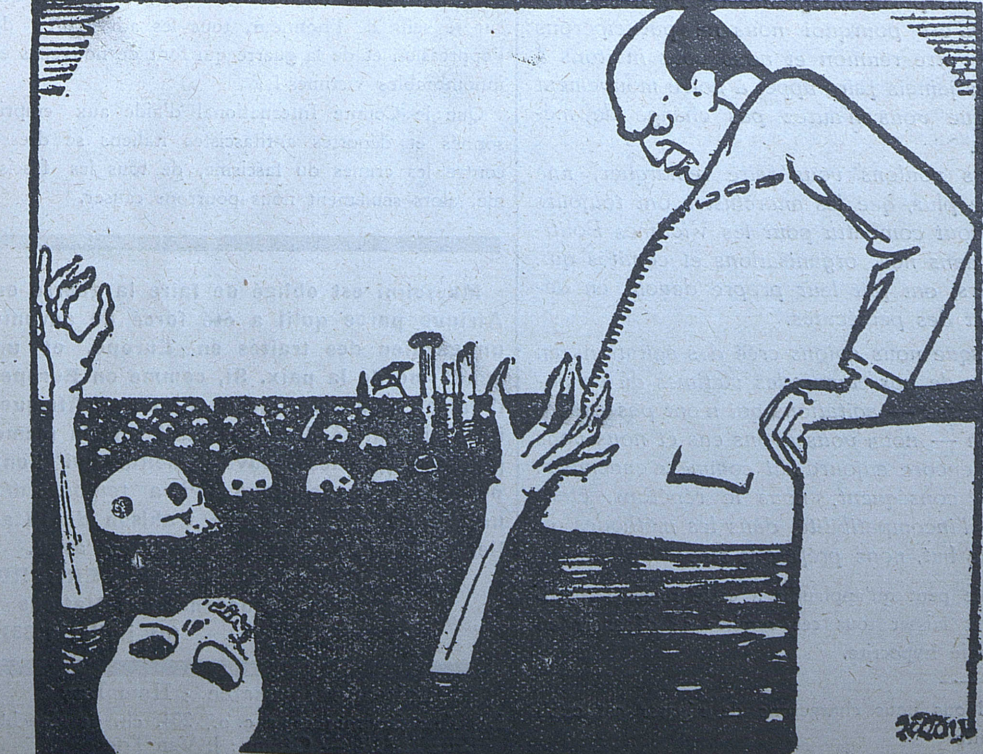
Mais nous tenons à sa disposition quelques dossiers de camarades persécutés et dont le veto seul des services de la *Secrète* empêche qu'ils restent ici.

La Sûreté est *tabou*. Soudan lui fait confiance.

Mais alors, les espions du fascisme, les provocateurs officiels ont-ils droit de cité ?

La parole est à Maître Soudan, socialiste, franc-maçon, ministre de la Justice.





Mussolini champion de la civilisation

C'est un peu raide tout de même, mais il fallait s'y attendre. Mussolini, dont les manifestations tartarinesques ne se comptent plus, agite maintenant le drapeau de la civilisation occidentale, qu'il se déclare prêt à défendre envers et contre tous.

Qui veut trop prouver ne prouve rien. Nous en a-t-il « sorti » des arguments plus ou moins spécieux, le César de Carnaval fasciste !

D'abord, celui de la provocation éthiopienne. Mais l'incident de Oual-Oual est déjà loin. Et l'on connaît la sentence de la commission arbitrale qui avait à charge d'éclaircir cette affaire : « à l'unanimité, les arbitres n'ont pu se prononcer à la charge de l'Italie, ni de l'Ethiopie, aucune responsabilité internationale. »

Toutefois, on est obligé de convenir que Oual-Oual se trouve en Ethiopie et non en Somalie italienne, comme les journaux fascistes l'avaient affirmé dès le début.

Puis il y a eu « l'argument démographique » dont nous avons fait justice. Mais quand même l'Ethiopie pourrait être pour l'Italie une colonie de peuplement — ce qui est faux — cela ne justifierait nullement l'expédition guerrière projetée par les bandits en chemises noires. Le Covenant de la S. D. N. lui-même l'atteste.

Et voici maintenant l'argument massue. Ces Ethiopiens sont des barbares. Non seulement l'esclavage est chez eux pratique courante, mais des sanctions atroces y sont en honneur.

Des tonnes de documents, destinés à appuyer la thèse fasciste, sont parvenus à Genève. Les journaux français, à la dévotion de Mussolini, copieusement arrosés pour la circonstance, reproduisent complaisamment d'impressionnantes photographies. Hommes enchaînés, moignons informes consécutifs à d'atroces mutilations, etc. La conscience universelle peut-elle supporter des horreurs pareilles ?

Hélas ! la conscience universelle en a vu bien d'autres. L'Inde et la Chine, en dépit de la sagesse de Boudha, ont toujours été la terre d'élection pour les supplices raffinés. Mais faut-il aller si loin pour assister à des cruautés qui vous donnent la chair de poule ?

Non pas en delà de la Mer Rouge, mais tout autour de la Méditerranée, et non pas il y a cent ans, ni même cinquante, mais à **l'heure actuelle** des centaines, voire des milliers de malheureux subissent des tortures dignes de l'inquisition : ongles arrachés, testicules broyés, énucléation des yeux, etc.

Il y a quelques mois à peine, une commission internationale, composée surtout d'avocats et de juristes, a fait une enquête dans certains pays balkaniques. Cela dépasse l'imagination.

Et il ne s'agit pas ici de délinquants de droit commun, mais de malheureux dont le seul crime fut d'avoir des vues différentes de celles de leurs bourreaux !

En Allemagne, Hitler craignant de voir quelques victimes lui échapper, inaugure le système de « l'interrogatoire familial ». Par ce moyen infâme, des pères et des mères ont l'inexprimable douleur de se voir jetés en prison sur l'innocente dénonciation de leurs propres enfants !

Mais, en Italie même, où sévit le travail forcé et à peine rémunéré — ce qui est une forme de l'esclavage pire peut-être que celui d'Abyssinie où au moins les propriétaires ont intérêt à ce que leurs esclaves soient suffisamment nourris — n'y a-t-il pas le tribunal spécial qui siège en permanence ? Ne voit-on pas des femmes et des adolescents condamnés à des peines effroyables comparativement au « délit », si l'on peut appeler ainsi le fait d'avoir plus ou moins critiqué le régime fasciste ?

Et la situation des prisonniers entassés dans les bagnes infects de Lipari et de Bonza ? Nous apprenions naguère que les épidémies y étaient fréquentes à cause du manque d'hygiène et que les médicaments y faisaient défaut.

Nous devons remarquer au surplus que si, en France par exemple, on n'arrache plus la langue aux blasphémateurs comme au temps de Philippe-Auguste et du « bon » roi Saint-Louis, c'est grâce aux lumières courageusement répandues par des hommes que Mussolini désavoue publiquement.

Et les livres qui ont le plus contribué à l'abolition de l'esclavage et de la torture sont également anathématisés, pourchassés et détruits par le grand mamamouchi fasciste.

Vous frémissez, braves gens, à la vue de pauvres êtres atrocement mutilés ? Oui, il y a de quoi, et vous avez raison d'être indignés. Mais ne vous arrive-t-il pas de rencontrer souvent en pleine rue des hommes affligés de mutilations semblables et même quelquefois pires ? Et vous êtes-vous demandés pourquoi ils se trouvaient ainsi diminués, et en expiation de quel crime ?

Mais vous le savez aussi bien que moi ; de crime, ils n'en ont commis aucun. Ils eurent seulement le tort, quand éclata la guerre de 1914, de se trouver en âge d'aller risquer la mort et la mutilation. C'est ainsi qu'il y eut des centaines de mille de membres sectionnés, d'yeux arrachés, de nez et d'oreilles coupés, etc.

Mussolini veut la guerre, c'est incontestable. Il la cherche par tous les moyens. Si Mussolini **veut** la guerre, il **veut** également sous prétexte de civiliser un pays, qui, après tout, peut honorablement soutenir la comparaison avec le sien à cet égard, que des milliers de jeunes gens, vigoureux et bien constitués, aillent se faire tuer ou mutiler de la même façon que les pauvres diables dont je viens de faire mention.

On nous a souvent reproché à nous, anarchistes, de vouloir faire le bonheur des hommes malgré eux, ce qui est faux, d'abord, et serait illusoire si nous étions assez fous pour nourrir une pareille illusion.

Mussolini, lui, veut civiliser les Ethiopiens à coups de canons, de mitrailleuses et de gaz asphyxiants. Au mal qu'il dénonce, il ne trouve comme remède qu'un mal plus grand. Et ici nous prenons comme argent comptant tout ce que les fascistes nous racontent. Pour ma part, je m'autorise à certaines réserves. S'il prenait fantaisie, par exemple, à des étrangers ayant **intérêt** à dénigrer notre pays, de raconter partout que nos mutilés de guerre sont en réalité des victimes de notre P. J. nationale, serait-on obligé de les croire ?

Les tractations et manœuvres du dénommé Rickett ont fait ressortir aux yeux des plus aveugles quelles sont les visées de Mussolini et de ses concurrents. Les richesses minérales de l'Abyssinie et surtout son pétrole sont l'enjeu de la future guerre. Voilà pourquoi le fascisme découvre en 1935 que ce pays a besoin d'être civilisé. Et cela nous prouve, en outre, que si l'on intervient pour un parti ou pour un autre, ce ne sera ni pour le droit et la justice véritables, mais pour les sordides intérêts de flibustiers et de forbans internationaux.

TRENCOSERP

Réponse au "Patronage National italien en Belgique" (organisme communiste) à l'invitation d'une réunion de protestation contre la dictature fasciste

Or donc, ces jours derniers, un groupe italien d'anarchistes reçut diverses invitations pour la constitution, ici à Bruxelles, d'un comité qui, à l'instar de celui de Paris, viendrait en aide aux emprisonnés et déportés antifascistes italiens.

A cette invitation, nos camarades répondirent par cette fière et noble protestation que, sans doute, le dit comité se gardera bien de publier et encore moins de montrer aux signataires du Comité International et aux personnalités qui ont donné leur adhésion au Comité (1).

Voici cette réponse

Nous n'avons pas répondu à votre première lettre parce que nous pensions que vous ne pouviez ignorer que votre parti, DEFENSEUR DE LA DICTATURE et DU DESPOTISME STALINIEN, est incompatible avec nos idées, et, partant, avec notre mouvement. Nous sommes CONTRE TOUTES LES REACTIONS, Y COMPRIS CELLE DE RUSSIE. Parler des victimes et de réactions ; protester seulement contre certaines dictatures, c'est vouloir, à dessein, éluder celle qui est partie intégrante du Parti communiste. C'est pourquoi nous ne participerons pas à votre réunion et nous vous invitons à ne plus jamais faire appel à notre mouvement tant que vous n'aurez pas changé de méthodes.

Nous voulons vous faire remarquer, une fois de plus, que les anarchistes ont toujours et partout combattu pour les Victimes Politiques, dans nos organisations et comités qui, toujours, ont fait leur propre devoir, en défendant des persécutés.

Lorsque nous avions créé des agitations en défense de nos camarades victimes du despotisme russe — agitations qui n'ont pas encore pris fin — nous vous avons eus et nous vous avons encore aujourd'hui comme « ennemis ».

Par conséquent, nous le répétons, étant donné l'incompatibilité, dans les méthodes et dans le but, nous préférons travailler seuls.

On ne peut qu'applaudir à cette réponse pertinente et laisser tous ces comités se dépenser en démagogie hypocrite.

(1) Nous nous chargerons de réparer cet oubli volontaire.

Sans doute, le manifeste du comité contre les nouveaux crimes du fascisme ne manque pas d'informations, mais pourquoi rester béatement confiné dans la dénonciation d'un seul fascisme.

Si en l'occurrence, on y joint l'hitlérisme parce que, depuis peu, cela fait le jeu des nationalistes de chez nous et de leur politique, si bien en accord avec celle du Kremlin, si parfois on fait allusion au fascisme balkanique ou polonais, jamais il n'est parlé du *fascisme rouge*, du fascisme bolchévique.

Cependant, combien de phrases du dit manifeste pourraient être invoquées pour ce qui est de la Russie présente.

C'est pourquoi, nous qui savons ce qui se passe au pays du « prolétariat roi », nous qui n'ignorons rien de ce qu'on essaye de cacher de ce qui se déroule en Russie, nous nous refusons de nous associer à tous ceux qui, dénonçant les crimes du fascisme italien ou allemand se taisent sur les crimes du fascisme bolchévique, car reprenant une pensée du dit manifeste :

« Notre devoir est de dénoncer devant le monde ces attentats à la justice et à l'humanité. Nous dénonçons ce criminel état de choses, contre lequel se révoltent les hommes de cœur, tous ceux qui ont le sens de l'honneur, tous les adversaires de l'oppression et de la guerre qui font de nouvelles et innombrables victimes ! »

Que le Comité International d'aide aux emprisonnés et déportés antifascistes italiens se dresse contre les crimes du fascisme, de tous les fascisme, alors seulement nous pourrons causer.

Mussolini est obligé de faire la guerre en Afrique parce qu'il a été forcé de devenir un gardien des traités en Europe, et un gendarme de la paix. Si, comme en Europe, il faisait une politique pacifique en Afrique, il serait obligé d'avouer qu'il suit la même politique que les gouvernements qui l'ont précédé : une politique qu'il a toujours dénoncée comme étant une trahison de l'Italie. Plutôt une catastrophe que cet aveu.

FERRERO
« Journal des Nations », (31 juillet 1935).

Editeur responsable : Hem Day
Les Arts Graphiques, s. c. o., 201, ch. de Haecht, Bruxelles III. — Gérant : J. Van Trier

Duplicité pontificale

Les affaires d'Ethiopie auront mis en pleine lumière la duplicité du pape et des hauts dignitaires ecclésiastiques. Dans le secret de son bureau et lorsqu'il s'adresse à des pacifistes, le pape se déclare hostile à la guerre. Mais son journal officiel prodigue les encouragements à l'adresse de Mussolini; cardinaux et évêques bénissent les soldats qui partent pour l'Afrique et leur adressent des discours pleins d'un chauvinisme belliqueux. Enfin, suprême adresse, le pape, lorsqu'il parle en public, tient un langage si équivoque que l'on peut indifféremment y découvrir une condamnation ou une approbation de la guerre. Plus tard, si la chose est utile, les historiens catholiques n'hésiteront pas à le présenter comme un apôtre convaincu de la paix.

Cette duplicité a bien servi les papes jusqu'à présent. C'est à des faux qu'ils durent leur puissance et leurs richesses. « En 756, raconte Turmel, l'apôtre saint-Pierre écrivit du haut du ciel à Pépin une lettre éplorée pour lui signaler le danger qui menaçait son tombeau, son église et pour lui enjoindre, sous les peines les plus graves, de venir sans retard à son secours.

En 774, Charlemagne reçut du pape Adrien Ier une copie de la « Donation de Constantin », acte par lequel le premier empereur chrétien accordait en toute propriété à l'Eglise romaine d'immenses territoires. Il fut, cela va sans dire, chaleureusement invité à remettre en vigueur cette «donation» que le malheur des temps avait anéantie. Or, la première de ces impostures était l'œuvre d'Etienne; la seconde avait pour auteur le pape Adrien. Cette dernière fut exploitée par les papes jusqu'au jour où un chanoine de Saint-Jean-de-Latran, Laurent Valla, dévoila la supercherie, 1450 ».

Toute l'histoire des papes est ainsi faite de mensonges, d'équivoques et de faussetés.

L. BARBEDETTE

B. I. A.
CONTRE LA GUERRE

RESOLUTION CONCERNANT LE CONFLIT ITALO-ABYSSIN

Le secrétariat du Bureau International Antimilitariste contre la Guerre et la Réaction (B. I. A.) a formulé la résolution suivante, lors de sa séance du 15 août 1935;

« VU l'aspect de plus en plus grave du conflit entre l'Italie et l'Abyssinie;

» D'AVIS qu'une guerre entre ces deux pays, ou l'occupation de territoires abyssins par l'Italie sans déclaration de guerre préalable, activeraient inévitablement les antithèses internationales et mèneraient à une nouvelle guerre, ce qui, à l'heure actuelle, équivaut à une seconde guerre mondiale;

» CONSTATANT que les tentatives de régler le conflit par l'arbitrage et où l'intervention de la Société des Nations ont démontré que ces institutions sont sans nulle valeur pour le maintien de la paix, — la politique de la Société des Nations se trouvant déterminée en premier lieu par les intérêts des grandes puissances impérialistes et leurs alliés;

» que les intérêts réels du peuple italien ne seraient point servis par des concessions économiques, même pacifiquement obtenues en Abyssinie puisque l'excédent de population excessif occasionné par la politique fasciste ne trouverait à s'établir en Abyssinie;

» que moins encore la cause de la civilisation en Abyssinie se trouverait servie par une guerre ou par une occupation pacifique, et que certainement le gouvernement actuel italien n'est pas indiqué pour exécuter cette tâche civilisatrice.

» CONSIDERANT qu'une guerre entre l'Italie et l'Abyssinie exciterait inévitablement l'antithèse entre les races, et pourrait, à tort, persuader les peuples de couleur opprimés que leur libération n'est possible que par des moyens militaires, ce qui fortifierait uniquement la situation des dominateurs indigènes au détriment des grandes masses de la population;

» CONSTATE qu'une guerre mondiale et une guerre des races peuvent uniquement être empêchées si les travailleurs blancs rompent avec la politique impérialiste des classes dirigeantes et se solidarisent avec les races de couleur;

» PREVIENT LA CLASSE OUVRIERE du monde entier, et spécialement le prolétariat blanc d'Europe et d'Amérique, que seule une lutte infatigable contre toute guerre et tout militarisme est capable de délivrer le monde de la menace d'une nouvelle guerre mondiale;

» LEUR INDIQUE LEUR TACHE, qui est d'empêcher ce conflit en empêchant toute production et tout transport au service de la guerre;

» FAIT APPEL A TOUS ceux qui désirent la paix, afin de lutter côte à côte avec le prolétariat blanc et les peuples de couleur opprimés, pour délivrer l'humanité de la guerre et pour affranchir les opprimés du monde entier. »

AVIS AUX GROUPES ASSOCIATIONS ET INDIVIDUALITES DES MILIEUX ANARCHISTES

En vue de la préparation d'une **Exposition de l'histoire de la pensée et de l'action anarchiste de l'origine à nos jours,** je voudrais prier tous ceux qui peuvent m'aider à la réalisation de cette tâche de le faire.

J'ai besoin de tous documents relatifs aux mouvements anarchistes, livres, brochures, journaux, placards, affiches, feuilles volantes quelconques, chansons, dessins, etc., en toutes langues, de toutes écoles et particularités.

Ces documents peuvent être dépareillés, c'est-à-dire que les couvertures de livres et de brochures seront les bienvenus ainsi que des numéros isolés de journaux et plus particulièrement ceux d'avant-guerre et de pendant la guerre, des quotidiens et revues.

J'ai besoin également de photos, dessins ou croquis des militants anarchistes, des précurseurs, des régicides, des martyrs, etc.

Je prie donc ceux qui éventuellement pourraient m'envoyer ces documents de me les adresser.

Merci.

HEM DAY
Boîte postale n. 4. Bruxelles 9.

C. I. D. A.

COMITE INTERNATIONAL DE DEFENSE ANARCHISTE
BRUXELLES

Aucune nouvelle d'Alfonso Petrnii

Depuis plusieurs mois, le silence le plus troublant est fait sur le sort du libertaire Petrini. On sait qu'il fut condamné à trois ans d'exil à Astrakan, après qu'une agitation internationale l'eût tiré des prisons bolchéviques où le G.P.U., sans l'intervention des camarades, l'aurait sans doute « oublié » jusqu'à sa mort. Petrini a contracté la tuberculose dans les terribles geôles russes. Les privations et le climat rigoureux de l'exil l'ont affaibli à tel point que les docteurs lui avaient prescrit d'aller vivre dans des régions plus clémentes. Le gouvernement russe s'est toujours refusé à le laisser partir pour l'étranger, malgré qu'il ne soit pas citoyen russe.

Petrini, depuis le mois de mai, a purgé sa peine. Au lieu d'être libéré, comme ordinairement cela arrive dans les pays capitalistes, on lui fait savoir que rien n'était décidé à son égard. On hésite entre une nouvelle période de déportation à Astrakan ou en Sibérie. Puis, soudain, une carte laconique que Petrini adresse à un ami. Il s'exprime comme suit :

« *Astrakan, 9 juin 1935.*

« *... Il y a deux jours, j'ai signé la nouvelle condamnation, c'est-à-dire l'expulsion de Russie. Je dois encore attendre deux ou trois jours pour qu'elle soit confirmée, puis je serai accompagné à la frontière. Aussitôt que j'arriverai à l'étranger, je t'écrirai...* »

Depuis lors, aucune autre nouvelle n'est parvenue de lui, malgré les nombreuses lettres envoyées.

Qu'a-t-on fait de Petrini ? A-t-il été embarqué et remis aux sbires de Mussolini ? L'a-t-on fait disparaître une nouvelle fois ? Nous nous bornons, pour le moment, à poser la question aux autorités bolchéviques, quitte à la poser ensuite aux travailleurs du monde entier que l'Internationale Communiste appelle dans le « front commun » pour la lutte contre le fascisme...

LUIGI GALLIGARIS

Luigi Calligaris, déporté en Sibérie, à Sinkursch, pour la durée de trois ans, après l'attentat Kirov.

Calligaris avait milité dans le mouvement socialiste avant la guerre ; après, inscrit au parti communiste, il prit part, à Trieste, d'une façon active, au mouvement révolutionnaire. Lorsque la rédaction du « Lavoratore » (quotidien communiste) fut entièrement arrêtée, peu avant les lois d'exception de 1926, Calligaris et un autre assurèrent la parution clandestine du journal pendant quelques mois. Puis, condamné à cinq ans de déportation aux îles, il fut libéré en 1932. Parvenu à s'enfuir à l'étranger, il s'en fut en Russie. Son enthousiasme de croyant du début fut vite refroidi lorsqu'il constata comment le peuple vivait sous le joug politique et économique des dictateurs bolchéviques. Il demanda à pouvoir sortir de Russie. On lui conseilla sournoisement de s'adresser au consulat italien (comme on l'avait fait jadis pour Petrini) afin de pouvoir ensuite l'accuser d'espionnage. Calligaris se garda bien de tomber dans le piège. Malgré sa qualité de «oudarnik» il fut expulsé du parti ; après l'attentat Kirov, il fut arrêté et déporté.

Voici comment cet ancien communiste s'exprime dans une de ses dernières lettres envoyées de l'exil :

« *Sinkursch, 8 juin 1935.*

» *J'ai travaillé huit ou dix jours et, à présent, je suis sans ressource aucune. Depuis trois jours, je ne vois pas l'ombre d'un morceau de pain et pour toucher le misérable subside mensuel qu'on me donne, je dois attendre jusqu'au 20-25 du mois. Dans la semaine j'ai eu deux crises de phtysie...*

» *J'aurais beaucoup à dire sur ma situation morale, mais qu'il te suffise de savoir que si mes opinions politiques me le permettaient, j'aurais déjà eu recours au suicide. Aujourd'hui, je ne puis exprimer ma pensée comme je voudrais, mais je promets que l'on m'entendra encore. J'ai atteint l'âge de 41 ans et ni la guerre, ni la lutte armée contre le fascisme, ni les privations ne m'ont jamais réduit dans des conditions morales et matérielles que je subis aujourd'hui. Je ne suis pas un homme, mais une loque humaine. Je me sens vidé de toute énergie...* »

GAGGI, OTELLO

Voici ce qu'en disent les camarades qui l'ont connu :

C'était un militant plein de courage et d'une infatigable activité. Ces qualités lui valaient d'être souvent l'hôte des prisons royales.

A San Giovanni di Valdamo (Toscane), où Gaggi vivait et d'où il était originaire, en 1920, une sévère leçon fut administrée à un gendarme qui, par ses exploits, terrorisait la population ouvrière. La leçon porta ses fruits, car San Giovanni fut libéré pour toujours de la présence du tortionnaire, mais Gaggi fut inculpé pour avoir pris part à l'exécution. Au procès, les preuves réunies contre lui s'avérèrent insuffisantes : il fut acquitté.

Le 21 mars 1921, San Giovanni dut subir l'invasion des hordes fascistes, qui, en forces écrasantes et avec l'appui du gouvernement, parvinrent à avoir raison de la résistance acharnée de la population. Des barricades furent dressées, de nombreux morts et blessés jonchèrent le sol. Gaggi fut magnifique de courage en cette occasion. Il quitta le dernier la barricade, lorsque tout était désormais perdu. La Cour d'Arezzo le condamna, pour ces faits, à 25 ans de prison. Il réussit à prendre la fuite et, après de multiples vicissitudes, put gagner l'étranger et, enfin, la Russie.

Voilà le contre-révolutionnaire que le gouvernement bolchévique condamne à trois ans de déportation, avec sa compagne, en Sibérie. Il a dû abandonner à Moscou sa petite fillette.

Appel pour le Droit d'Asile

La chasse aux proscrits est réouverte. En réalité, elle n'a jamais cessé d'être; mais depuis quelques mois, elle se manifeste plus violemment que de coutume, en France, en Suisse, au Luxembourg, en Hollande, en Espagne et en Belgique.

Nous ne parlerons point des pays où des régimes dictatoriaux sévissent, chez eux, avec l'abolition des plus élémentaires libertés, le Droit d'Asile a cessé d'être et nous ne citons pour mémoire que l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche.

Il nous faut, cependant, attirer l'attention du monde ouvrier, sur un pays, qui se donne l'orgueilleuse prétention de s'offrir et d'être offert en exemple au prolétariat, et de le dénoncer comme les autres, puisqu'il bafoue hypocritement un droit qu'il prétend offrir. Il s'agit de l'U. R. S. S.

Des cas, comme ceux de nos camarades Ghezzi, Petrini, Gaggi et tant d'autres, sont significatifs à ce sujet.

Certes, chaque fois que des expulsions scandaleuses sont faites et qu'une répression brutale est exercée contre nos camarades, nous avons vu se dresser des comités qui par une agitation appropriée tentaient de faire respecter dans leur pays respectif un droit humain, sacré et imprescriptible, le Droit d'Asile.

Les bonnes volontés, les cœurs généreux n'ont jamais manqué en pareilles circonstances. Des hommes qui se refusent d'être les valets des gouvernements se sont dressés pour réclamer et exiger avec nous le respect du Droit d'Asile.

Cela n'a pas toujours été d'une efficacité certaine. Il faut le constater, trop souvent, nous nous trouvions impuissants devant la vague de réaction qui montait. Les camarades victimes des mesures draconiennes s'en allaient chercher dans un pays voisin de celui qui les chassait, un asile trop souvent illusoire.

Mais, c'est ici que le calvaire de l'exilé commence. Refoulé ou expulsé d'un pays, automatiquement les autres pays appliquent les mêmes mesures et alors les camarades ballottés d'un endroit à l'autre finissent, après avoir épuisé les maigres ressources du départ, où la solidarité des amis et des comités, à échouer, sans voir luire le moindre espoir de terre où ils pourront s'abriter.

Nous avons ces temps derniers, enregistré mon seulement de nombreux cas d'expulsion, mais également des cas odieux d'extradition, tels ceux de camarades italiens extradés d'Espagne et d'Uruguay; de camarades espagnols extradés de France et livrés aux vengeances des sicaires de Gil Roblès et de Mussolini.

Aujourd'hui, cette situation s'est sensiblement aggravée du fait des mesures protectionnistes, des crises de xénophobie et des transformations politiques surgies dans de nombreux pays, créant ainsi pour ceux qu'un idéal de justice et de liberté conduisaient à prendre les chemins de l'exil, un enfer de plus en plus épouvantable.

Il faut réagir et de toute urgence afin d'apporter des remèdes pratiques à cette lamentable situation de fait.

Le C.I.D.A. voudrait inviter toutes les organisations et individualités libertaires à entreprendre dans les pays où un semblant de démocratie subsiste de vastes campagnes d'agitation afin de rappeler à l'opinion publique, le devoir qu'elle a de faire respecter le Droit d'Asile.

Et étendant à toutes les organisations ouvrières, syndicales, coopératives et politiques, aux Ligues des Droits de l'Homme, aux associations culturelles et pacifistes ce mot d'ordre : « EXIGEONS LE DROIT D'ASILE, créer un formidable courant qui imposerait le maintien de traditions et de coutumes qui jusqu'ici furent le digne consécration et l'apanage des nations civilisées et prétendûment libres.

A cette tâche urgente, le C.I.D.A. convie les uns et les autres, certain d'avance que nul ne voudra se dérober à aider ses frères persécutés par des régimes odieux et inhumains et apporter ainsi un peu de joie et de bonheur intérieur à tous ceux qui par delà les routes vivent en exilés et en parias pour avoir osé se refuser d'être esclaves et poursuivre leur rêve de libération et de justice humaine.

Alerte, pour le Droit d'Asile, tous à l'œuvre.

Pour le C. I. D. A.
HEM DAY.

Compte rendu financier d'Avril-Août 1935

RECETTES

Reçu Barbé pour camarades espagnols...	48.05
Reçu Dhermy pour camarade José	45.00
Chèque Colligaro Pittsburgh (Pa)	525.00
Mario Zucca, Philadelphia Circolo di Cultura Libertaria	735.30
Philos, 5; Liste 10-bis Cè 25 ; vente brochures 9 ; Dugue Remy : 43.40	82.40
Bettolo Boston	117.65
Allande, Toulon (moitié)	445.00
Crespo J. Lunel	77.50
Ramus 38.85; Ernesto 100 ; Pancia 12...	150.85
F. Lopez : Vaulx et Velin pour Petrini.	385.00
Circolo. Etudes Soc. St. Galles par Bertoni	192.50
	2,804.25

DEPENSES

Déficit au 1er avril 1935	968.15
Frais de correspondances (4 mois)	374.60
Solidarité camarades divers (Italiens, Allemands, etc.)	380.00
Solidarité Alf. Pétrini	491.00
Versé au fonds de réserve Alf. Petrini : Envois : Lopez 385; St. Galles 192.50...	577.50
Frais communiqués divers : Compte rendu financier, répression en Russie, Gaggi-Petrini, etc., etc.	234.80
Déficit C.Q.F.D. N. 2, numéro spécial contre la répression en Russie, cas Alf. Petrini (solde du déficit)	140.00
Frais divers : trams, téléphones, Boîte Postale, enveloppes, papier, etc	154.00
Total des dépenses	3,320.05
Total des recettes	2,804.25
Déficit au 15 août 1935	515.80

LISTE DE SOUSCRIPTION

Les camarades sont priés de faire diligence pour le retour des listes de souscriptions.